

ASSOCIATION DEFI

43 rue Villedieu

BP 56

25701 VALENTIGNEY CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
Exercice clos le 31/12/2024



**PROCOMPTA SAS**  
Commissaire aux comptes  
6 rue de Franche-Comté  
Valparc  
25480 ECOLE-VALENTIN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31/12/2024**

A l'Assemblée générale  
de l'association DEFI

43 rue Villedieu  
BP 56  
25701 VALENTIGNEY CEDEX



## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale de l'association DEFI,

### OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association DEFI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### FONDEMENT DE L'OPINION

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments, que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés respectivement dans la note « Faits caractéristiques - Autres éléments significatifs » de l'annexe des comptes annuels concernant les créances de DEFI sur d'autres structures de l'Ensemble ainsi que dans la note « Notes sur le compte de résultat-Subventions d'exploitation » concernant la comptabilisation des financements publics à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.



### **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Votre association comptabilise et refacture des charges transversales aux autres structures de l'Ensemble. Nous nous sommes assurés de la conformité de la refacturation avec les bases issues de la comptabilité et des clés de répartition préalablement définies pour la partie charges de personnel notamment.

Votre association perçoit des subventions pour le personnel en insertion. Nos travaux ont consisté à examiner les données et hypothèses utilisées pour les subventions comptabilisées sur l'exercice, à vérifier les calculs effectués et à contrôler le correct rattachement à l'exercice des sommes reçues ou à percevoir.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

### **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



## RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

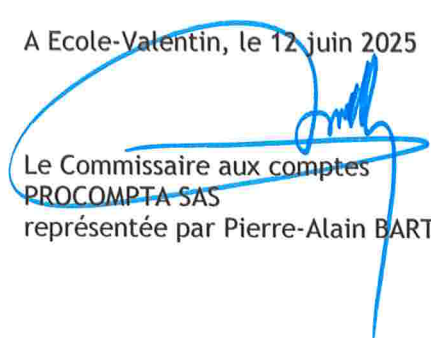
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Ecole-Valentin, le 12 juin 2025



Le Commissaire aux comptes  
PROCOMPTA SAS  
représentée par Pierre-Alain BARTHELEMY





## Bilan ANC N° 2018-06

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	16 538	15 939	599	992
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	40 000		40 000	40 000
Constructions	747 386	541 566	205 820	230 768
Installations techniques, matériel et outillage	75 120	37 746	37 374	48 900
Autres immobilisations corporelles	146 998	94 322	52 677	60 430
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	397 636		397 636	399 636
TIAP & autres titres immobilisés	38 050		38 050	38 050
Prêts	38 217		38 217	44 587
Autres immobilisations financières	520		520	2 020
<b>Total I</b>	<b>1 500 466</b>	<b>689 573</b>	<b>810 893</b>	<b>865 383</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	1 518 629	507 887	1 010 742	923 656
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	86 508		86 508	59 712
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	104 754		104 754	74 282
Charges constatées d'avance	10 285		10 285	11 493
<b>Total II</b>	<b>1 720 176</b>	<b>507 887</b>	<b>1 212 289</b>	<b>1 069 142</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>3 220 642</b>	<b>1 197 460</b>	<b>2 023 182</b>	<b>1 934 526</b>



## Bilan ANC N° 2018-06



	Net au 31/12/24	
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>6 098</b>	<b>6 098</b>
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables	6 098	6 098
Autres fonds propres sans droit de reprise		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>	<b>726 803</b>	<b>660 685</b>
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	726 803	660 685
Autres réserves		
Report à nouveau	61 780	61 780
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>58 668</b>	<b>66 118</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>853 349</b>	<b>794 681</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	141 731	169 192
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
<b>Total I</b>	<b>995 080</b>	<b>963 874</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	2 500	43 853
<b>Total II</b>	<b>2 500</b>	<b>43 853</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		7 013
<b>Total III</b>		<b>7 013</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	92 533	166 513
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	92 533	166 513
Emprunts et dettes financières diverses	80 323	94 241
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	417 014	386 276
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	394 069	265 213
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	30 229	4 642
Produits constatés d'avance	11 434	2 900
<b>Total IV</b>	<b>1 025 602</b>	<b>919 786</b>
Ecart de conversion - Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>2 023 182</b>	<b>1 934 526</b>



## Compte de Résultat ANC N°2018-06

du 01/01/24  
au 31/12/24  
12 mois



<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		34
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>1 327 203</b>	<b>1 245 585</b>
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	1 327 203	1 245 585
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>171 210</b>	<b>179 889</b>
Concours publics et subventions d'exploitation	171 210	174 340
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		
Ressources liées à la générosité du public		357
Contributions financières		5 192
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	1 478 626	991 885
Utilisation des fonds dédiés	43 853	161 716
Autres produits	3 952	1 059
<b>Total I</b>	<b>3 024 844</b>	<b>2 580 169</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	-6	
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	319 565	342 168
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	142 801	118 268
Salaires et traitements	1 765 429	1 549 094
Charges sociales	431 615	368 670
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	243 459	182 885
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	2 500	43 853
Autres charges	47 454	219
<b>Total II</b>	<b>2 952 818</b>	<b>2 605 157</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>72 027</b>	<b>-24 988</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation	44 000	47 365
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	723	
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges	2 000	
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
<b>Total III</b>	<b>46 723</b>	<b>47 365</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	2 468	2 505
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
<b>Total IV</b>	<b>2 468</b>	<b>2 505</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>44 255</b>	<b>44 860</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>116 281</b>	<b>19 873</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	34 670	43 322
Sur opérations en capital	2 000	
Reprises provisions, dép., et transferts de charges	28 401	28 592
<b>Total V</b>	<b>65 071</b>	<b>71 914</b>





## Compte de Résultat ANC N°2018-06

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	111 977	18 564
Sur opérations en capital	4 000	
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
<b>Total VI</b>	<b>115 977</b>	<b>18 564</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>-50 905</b>	<b>53 351</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	6 708	7 105
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>3 136 638</b>	<b>2 699 448</b>
<b>Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))</b>	<b>3 077 970</b>	<b>2 633 330</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>58 668</b>	<b>66 118</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		





# COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

*Annexe*



## Règles et méthodes comptables



Désignation de l'association : D.E.F.I.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 2 023 182 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 58 668 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/05/2025 par le Conseil d'Administration de l'association.

## Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association intermédiaire DEFI a pour mission :

- de mettre au travail des personnes en difficultés dans le cadre de la mise à disposition, à titre onéreux, auprès de particuliers, d'associations, de collectivités, d'organismes logeurs et d'entreprises.
- de proposer des actions de formation à vocation sociale et professionnelle
- de réorienter vers d'autres structures de l'Ensemble, voire vers d'autres partenaires extérieurs les personnes pour qui DEFI n'est pas la réponse adaptée.

## Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1) - Règlement ANC 2018-06

Le nouveau règlement comptable ANC 2018-06 est appliqué depuis l'exercice ouvert au 1er janvier 2020.

2) - La provision pour indemnité de fin de carrière n'a pas été comptabilisée. Une estimation selon le principe de la méthode rétrospective des unités de crédit projetées définie par la norme comptable IAS N° 19 révisée par la norme FAS 87, conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC, aboutirait à un engagement de 45 661 € au 31 décembre 2024.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Départ à l'initiative du salarié,
- Age de départ : 62 ans,
- Taux de turn over moyen,
- Revalorisation annuelle moyenne des salaires : 2 %
- Taux d'actualisation brut : 3.35%





## Règles et méthodes comptables

- Table de mortalité : INSEE 2024
- Taux moyen de charges sociales :
- . Cadres : 45 %
- . Non cadres : 40 %

3) - La structure n'a pas eu recours au bénévolat pour la gestion de ses activités en dehors des membres de son Conseil d'Administration, elle ne dispose d'aucune contribution volontaire en nature.

4) - Fonds dédiés :

Au 31/12/2023 des engagements restant à réaliser avaient été comptabilisés :

- "Performer votre parcours d'insertion en prenant soin de vous" pour un montant de 43 853 €. L'action n'a pas pu se poursuivre en 2024, le remboursement de l'excédent de financement a été comptabilisé en charges et les engagements ont été repris en totalité au 31/12/2024.

Au 31/12/2024, de nouveaux engagements à réaliser ont été comptabilisés pour 2 500 €, ils concernent le projet "matches et tchathe" financé par PMA.

Charges à payer : le montant des charges à payer, parmi lesquelles peuvent figurer certaines charges considérées du point de vue de l'Administration Fiscale comme des "provisions" à condition de figurer sur un état spécial annexé à la déclaration de résultat. Cette récapitulation vaut état de fait.

Provisions pour risques et charges : conformément au règlement CRC 2000-06 appliqué à partir du 1er janvier 2002, des provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable et qu'il peut être estimé de manière suffisamment fiable.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.





## Règles et méthodes comptables

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.





## Faits caractéristiques

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Les résultats 2024 de DéFI présentent un bénéfice de 58 K€.

Ce bénéfice est généré par une belle progression du résultat d'exploitation (+99 K€), liée à :

- Une progression du chiffre d'affaires de +6.55% soit 82 K€
- Une variation de provision sur créances douteuses de 219 K€ (produit)
- Une augmentation des charges de personnel (+299 K€) compensée en partie par une augmentation des refacturations internes (+214 K€)
- Une diminution des subventions de 80 K€ (notamment Agence Régionale de Santé, Alphabétisation Savoir de Base)
- Une charge de 46 K€ de subvention ARS des années antérieures à rembourser

DéFI a perçu des dividendes d'ENVIE 2E pour un montant de 44 K€.

Le résultat exceptionnel est une perte de 51 K€.

En 2024, DéFI a acté des abandons de créances (provisionnés en 2023) :

- Pour 87 K€ au profit de DEFINITIONS
- Pour 20 K€ au profit de la RECYCLERIE

En 2024 le nombre d'ETP connaît une belle progression : 36.77 pour 33.86 en 2023, mais reste en deçà de notre objectif (40).

DéFI porte d'autres types d'actions lui permettant de couvrir une partie de ces charges fixes : Ateliers avec la ville de Montbéliard (48 K€), et projet Bricoliens (27 K€).

L'association a dû durant l'année 2024 trouver une nouvelle organisation des moyens humains.

La responsable d'activité qui collabore avec l'Ensemblier depuis de très nombreuses années sera positionnée en cours d'année sur un nouveau projet et nous avons cherché en interne et en externe une solution de réorganisation.

L'Ensemblier reste un des clients de DéFI pour la mise à disposition de personnel, catégorie de client que nous observons afin de s'assurer que des démarches commerciales pour trouver d'autres clients restent dynamiques.

L'activité et l'objectif de l'année 2024 était d'environ 39 équivalents à temps plein.

Nous avons cherché d'abord, et nous continuons à le faire, à travailler davantage avec les bailleurs sociaux et les syndicats de copropriété. Cela nécessite une organisation pour un démarchage actif.

Le point d'équilibre de l'association est environ à 37 équivalents temps plein. Ce qui peut évoluer en fonction du volume d'activité autre et notamment du projet que l'association peut porter.

En l'occurrence, sur l'année 2024, la ville de Montbéliard nous a confié à nouveau des ateliers de remobilisation qui permettent d'utiliser une partie de nos ressources pour gérer ces actions et aller ainsi alléger la charge de la structure.

Pour les mois suivants et le prochain exercice, il faudra trouver de nouvelles ressources commerciales afin de passer à environ 42 équivalents temps plein, ce qui sera le nouvel objectif 2025.

Les charges transversales portées par DéFI restent un sujet de préoccupation majeur. Il faudra les diminuer afin de répondre aux nouveaux besoins et aux nouvelles exigences économiques qui se présentent à nous.

### Autres éléments significatifs

CREANCES :

a) - Association IDÉ :

Face aux difficultés de trésorerie rencontrées par l'association IDÉ, et afin de préserver la pérennité de l'offre d'insertion assurée par l'ensemble des structures de «L'Ensemblier», l'association DéFI avait consenti plusieurs abandons de créances :

-> courant 2010 un abandon de créance à IDÉ pour un montant de 80 805 € au titre des prestations rendues au cours de l'exercice 2008. Cette convention est assortie d'une clause de retour à meilleure fortune, soit constatation d'un résultat comptable net avant impôt bénéficiaire et à condition que les créances nées des prestations au titre de 2006 et 2007 soient remboursées totalement.

Au 31/12/2013, les créances au titre des exercices 2006 et 2007 étaient encaissées et le résultat de l'exercice 2013 s'élevait à 4 400.36 €. Un remboursement de cette créance avait, par conséquent, été comptabilisé pour une quote-part de 25% du résultat soit 1 100.09 €.

Par avenant en date du 13 mai 2015, les conditions de remboursement concernant cet abandon de créance ont été modifiées, elles engagent IDÉ au remboursement, dans les six mois de la clôture, d'un montant de 20 % des bénéfices comptables générés jusqu'à



## Faits caractéristiques



épuisement total de la dette, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Constatation d'un résultat comptable bénéficiaire
- Fonds propres atteignent 100 000 €.

-> un second abandon de créance à hauteur de 100 000 € avait été consenti par DéFI en fin d'année 2012 concernant une partie des prestations rendues au cours de l'année 2010, afin de faciliter le retour à l'équilibre de la structure Idé.

Cette convention est également assortie d'une clause de retour à meilleure fortune, soit constatation d'un bénéfice net avant impôt bénéficiaire et des fonds propres atteignant un montant de 100 000 €, permettant ainsi de rembourser une somme égale à 20% des bénéfices comptables générés jusqu'à épuisement de la somme totale après constat du remboursement total des créances générées au titre des années 2010, 2011 et 2012.

-> au 31/12/2018, les membres ont décidé d'accorder un nouvel abandon de créance à hauteur de 35 K€ afin de permettre à la structure IDé d'équilibrer ses comptes au 31/12/2018. Cette créance bénéficiait d'une provision pour risque d'impayé à hauteur de 100%. Cette convention est assortie des mêmes conditions de retour à meilleure fortune, soit constatation d'un bénéfice net avant impôt bénéficiaire et des fonds propres atteignant un montant de 100 000 €, permettant ainsi de rembourser une somme égale à 20% des bénéfices comptables générés jusqu'à épuisement de la somme totale après constat du remboursement total des créances générées au titre des exercices antérieurs.

-> au 31/12/2024, le résultat de l'association IDé est en perte de 33 197 € et les fonds propres restent inférieurs à 100 000 €, par conséquent les conditions de la clause de retour à meilleure fortune ne sont pas réalisées, donc aucun remboursement n'est comptabilisé au terme de cet exercice.

Au 31/12/2024 la créance sur l'association IDé s'élève à 271 K€. En date du 1er octobre 2024, il a été ouvert une procédure de redressement judiciaire au bénéfice de la structure, de ce fait la créance est provisionnée à 100%. Des FAE sont également comptabilisées pour 8 457 €.

### b) - Association ENVIE FC :

La créance au 31/12/2024 s'élève à 238 K€. L'association ENVIE FC a décidé d'arrêter son activité début d'année 2025 avec vente du bâtiment ce qui permettra d'apurer toutes ses dettes. Ce fait, la provision constituée au 31/12/2023 à hauteur de 100% de la créance soit 157 K€ a été reprise au 31/12/2024.

Des factures à établir sont également comptabilisées pour 24 924 €.

### c) - Association Les Jardins D'Idées :

La créance au 31/12/2024 s'élève à hauteur de 234 K€.

Face aux difficultés de trésorerie rencontrées par l'association Les Jardins d'Idées, la provision pour risque d'impayé constituée au 31/12/2023 pour 82 K€ a été complétée à hauteur de 125 K€.

Des factures à établir sont également comptabilisées pour 18 435 € au 31/12/2024.

En effet, depuis plusieurs exercices, l'association Les Jardins D'Idées rencontre des difficultés pour atteindre les objectifs du prévisionnel définis.

Face à cette situation, DEFI avait accordé deux abandons de créance. En 2019 pour un montant de 28 500€ et en 2017 pour 31 890.51€ puisque l'association Les Jardins D'Idées, à moyen terme n'aura pas la possibilité de rembourser une partie des dettes de deux des structures de l'Ensemble.

Ces conventions d'abandon de créance sont assorties d'une clause de retour à meilleure fortune, soit constatation d'un bénéfice net avant impôt bénéficiaire et des fonds propres atteignant un montant de 100 K€, permettant ainsi de rembourser une somme égale à 20% des bénéfices comptables générés jusqu'à épuisement de la somme, sans toutefois que ce remboursement n'ait pour effet de faire baisser les fonds associatifs en-dessous du seuil de 100 K€.

Ces conditions ne sont pas réunies au 31/12/2024.

### d) - SARL Définitions :

Etant donné les difficultés rencontrées par la structure depuis plusieurs exercices, les créances inscrites en compte au 31/12/2023 avaient été provisionnées à 100% dans les comptes de DéFI, à savoir :



## Faits caractéristiques



- créance sur des factures établies au titre de 2021 pour 15 404 € et des 2022 pour 70 169 €
- créance constituée sur des factures à établir comptabilisées au 31/12/2023 pour 1 079 €
- une avance en trésorerie de 185 €

La société a été dissoute en 01/2025, les dettes ont été soldées en 2024 et les provisions reprises en totalité.

### e) - SCI ECLA :

La SCI ECLA rencontre également des difficultés de trésorerie et se trouve actuellement dans l'impossibilité d'honorer ses dettes auprès de l'association DéFI. Une provision à hauteur de 100% a donc été constituée sur la créance d'un montant de 8 253 €.

### f) - Association La Recyclerie des Forges :

L'association qui a démarré son activité fin 2021 a vu une lente progression de ses ventes et de ses prestations. A ce jour elle semble être dans l'incapacité de rembourser toutes ses dettes.

Au regard de ses difficultés de trésorerie, un prêt sur 7 ans a été accordé à la Recyclerie des Forges en 2023 à hauteur de 44 587.60 €. Le capital restant dû au 31/12/2024 s'élève à 38 217.40 €.

Au 31/12/2023 une provision d'un montant de 48 432 € avait été constituée chez DEFI, cette provision a été reprise en 2024 suite à l'abandon de créance acté pour 20 K€ et le paiement du reste de la créance.

### g) - SàRL ENVIE 2E :

L'association DéFI rencontre quelques difficultés de trésorerie, un prêt d'une durée de 7 ans a donc été accordé en 06/2023 par la SàRL ENVIE 2E d'un montant de 100 K€. Au 31/12/2024, le capital restant dû s'élève à 80 322.79 €.



## Notes sur le bilan



### Actif immobilisé

#### Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	16 538			16 538
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>16 538</b>			<b>16 538</b>
- Terrains	40 000			40 000
- Constructions sur sol propre	638 034			638 034
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	109 352			109 352
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	75 120			75 120
- Installations générales, agencements aménagements divers	4 154	8 610		12 764
- Matériel de transport	78 392	1 200		79 592
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	78 662	4 143	28 162	54 643
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 023 714</b>	<b>13 953</b>	<b>28 162</b>	<b>1 009 505</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations et créances rattachées	401 636		4 000	397 636
- Autres titres immobilisés	38 050			38 050
- Prêts et autres immobilisations financières	46 607		7 870	38 737
<b>Immobilisations financières</b>	<b>486 293</b>		<b>11 870</b>	<b>474 423</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>1 526 544</b>	<b>13 953</b>	<b>40 032</b>	<b>1 500 466</b>



## Notes sur le bilan



### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	15 545	394		15 939
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>15 545</b>	<b>394</b>		<b>15 939</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	448 270	17 441		465 711
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	68 348	7 507		75 855
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	26 220	11 526		37 746
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 879	682		4 561
- Matériel de transport	35 371	16 158		51 529
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	61 527	4 867	28 162	38 231
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>643 616</b>	<b>58 181</b>	<b>28 162</b>	<b>673 634</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>659 161</b>	<b>58 575</b>	<b>28 162</b>	<b>689 573</b>

Cette construction est amortie à partir de sa date de mise en service selon la méthode des composants en mode linéaire, à savoir :

Gros oeuvre : .....40 ans  
 Façades Linéaire : .....15 ans  
 Charpente/couverture : .....40 ans  
 Menuiserie extérieure : .....20 ans  
 Menuiserie intérieure : .....20 ans  
 Plâtrerie / isolation faux plafonds : .....20 ans  
 Peinture : .....10 ans  
 Carrelage / sols collés : .....15 ans  
 Plomberie / sanitaire : .....20 ans  
 Chauffage : .....20 ans  
 Electricité / informatique : .....10 ans



## Notes sur le bilan



### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 807 275 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations	153 116		153 116
Prêts	38 217		38 217
Autres	520		520
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 518 629	982 755	535 874
Autres	86 508	86 508	
Charges constatées d'avance	10 285	10 285	
<b>Total</b>	<b>1 807 275</b>	<b>1 079 548</b>	<b>727 728</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice	6 370		

#### Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS - FACTURES À ÉTABLIR	234 929
FOURNISSEURS - RRR À OBTENIR	39 027
<b>Total</b>	<b>273 956</b>

Des subventions à recevoir ont été comptabilisées au 31/12/2024 :

- subventions d'exploitation pour un montant de 36 575.32 €.
- subventions d'investissement pour un montant de 3 578.96 €.





## Notes sur le bilan



## Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	2 000		2 000	
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	632 834	184 885	309 832	507 887
<b>Total</b>	<b>634 834</b>	<b>184 885</b>	<b>311 832</b>	<b>507 887</b>
<b>Répartition des dotations et reprises :</b>				
Exploitation		184 885	309 832	
Financières			2 000	
Exceptionnelles				

## Fonds propres



## Notes sur le bilan



### Tableau de variation des fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds	6 098			6 098
<b>Total fonds sans droit reprise</b>	<b>6 098</b>			<b>6 098</b>
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
<b>Total fonds avec droit reprise</b>				
Ecart de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	660 685			726 803
Report à Nouveau	61 780	66 118		61 780
Résultat de l'exercice	66 118	58 668	66 118	58 668
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Subventions d'investissement	169 192	940	28 401	141 731
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Autres fonds associatifs	43 853	2 500	43 853	2 500
<b>Total fonds associatifs</b>	<b>1 007 727</b>	<b>128 226</b>	<b>138 372</b>	<b>997 580</b>





## Notes sur le bilan



## Provisions

## Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	7 013		7 013		
<b>Total</b>	<b>7 013</b>		<b>7 013</b>		
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation			7 013		
Financières					
Exceptionnelles					



## Notes sur le bilan



### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 025 602 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	92 533	48 708	43 825	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	80 323	14 059	57 661	8 604
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	417 014	417 014		
Dettes fiscales et sociales	394 069	394 069		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	30 229	30 229		
Produits constatés d'avance	11 434	11 434		
<b>Total</b>	<b>1 025 602</b>	<b>915 512</b>	<b>101 486</b>	<b>8 604</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	87 899			
(**) Dont envers les associés				

#### Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	34 419
DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	86 602
PERSONNEL - AUTRES CHARGES À PAYER	4 082
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	41 560
CHARGES SOCIALES - CHARGES À PAYER	1 606
CLIENTS - RRR À ACCORDER	18 589
<b>Total</b>	<b>186 858</b>

Des subventions à reverser ont été comptabilisées au 31/12/2024 :

- subventions d'exploitation pour un montant de 47 044.39 €.



## Notes sur le bilan



### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	10 285		
<b>Total</b>	<b>10 285</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATÉS D AVANCE	11 434		
<b>Total</b>	<b>11 434</b>		



## Notes sur le compte de résultat



### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		82 079	24 775			106 854
Subventions d'exploitation			37 023		27 333	64 356
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement		15 419	12 882		100	28 401
						199 611

A compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2024, certains financements sont comptabilisés en concours publics et non en subventions. En effet, les contributions financières d'une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire sont à considérer comme étant des concours publics.

Ainsi, les aides à l'emploi accordées aux structures de l'Insertion par l'Activité Economique sont strictement encadrées par des textes légaux selon des modalités et des conditions précises.

Les concours publics sont présentés au compte de résultat avec les subventions d'exploitation dans la rubrique « Produits de tiers financeurs ».